



Rencontre avec le nouveau Directeur Régional des Finances Publiques PACA 13

Suite à sa prise de fonction, Francis BONNET, le nouveau Directeur Régional, a reçu une délégation de la section départementale de Solidaires Finances Publiques ce lundi 13 mars 2017. Notre section a toujours travaillé en équipe, convaincue que le collectif est une force. Judith BERTET, Elisabeth GONZALES, Laurent LONGUEVILLE, David POSTEL, Damien PERROT et Laurent REOULET étaient ainsi présents aux côtés de nos deux co-secrétaires départementaux, Maxime PICARD et Denis CHOVEL.

Le Directeur régional a entamé cette première prise de contact officielle en affirmant sa volonté de « *poursuivre le dialogue* », insistant sur les « *objectifs communs* » que partageraient, selon lui la Direction et ses « *partenaires* ». Nous avons rappelé que nous n'étions pas les « *partenaires* » des Directions, mais bien une organisation syndicale de lutte et de transformation sociale et que, contrairement à nos contradicteurs de l'Administration, nous n'étions pas prêts à nous résoudre, à abandonner et à accepter docilement la destruction de la DGFIP.

Malgré le conseil du Directeur régional à « *ne pas se faire trop d'illusions* », Solidaires Finances Publiques, première organisation syndicale à la DGFIP, forte d'un nombre très important d'adhérents dans un département dont les taux de participation aux élections professionnelles lui confèrent une indubitable légitimité, entend bien continuer à mettre en œuvre tous les moyens pour promouvoir les conditions d'exercice des missions et la qualité de service public rendu à l'utilisateur. Nous n'obtiendrons rien par la cogestion conciliante. Au-delà des déclarations d'intention, le dialogue espéré par le nouveau Directeur régional ne peut se nouer sans un minimum de confiance et de respect. Le manque d'écoute et de réponse à nos interpellations (et à travers leurs représentants, des agents) doit impérativement prendre fin. Nous jugerons les actes.

La question centrale à la DGFIP et particulièrement dans les Bouches du Rhône est celle de l'emploi. Nos revendications nationales en la matière sont connues et martelées largement, notamment lors de la visite à Marseille du Secrétaire d'État chargé du Budget et des Comptes publics, après celles du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint. Au plan local, si la Direction régionale se décharge traditionnellement de sa responsabilité sur le politique, il n'y a cependant pas de fatalité à la situation désastreuse de l'emploi à la DGFIP. Il est temps de briser le paradigme de la réduction dogmatique des coûts. Combien de temps devons nous encore supporter qu'une administration régaliennne comme la nôtre, au cœur même de la société, chargée du contrôle de la dépense et de la collecte des recettes, soit saignée et démantelée ? Chaque service du département est aujourd'hui impacté, souffrant de cette situation catastrophique. L'A.S.R. n'adapte ni les structures ni le réseau ; elle détruit nos structures et démantèle notre réseau.

Le prisme de la réduction des coûts, le manque de concertation, l'impréparation précipitée entraînent des restructurations qui nuisent au final aux conditions d'exercice des missions et à la qualité de service rendu à l'utilisateur.

A titre d'exemple, le développement de FIDJI et de Télé@ctes a donné lieu à une anticipation des gains de productivité telle que les Services de la Publicité Foncière (S.P.F.) ont été dépouillés de leurs agents.

Ainsi en difficulté, on encourage désormais les collègues de ces services à l' « *entraide* », comme si les agents avaient attendu la Direction pour être solidaires des membres de leur communauté de travail ou pour mutualiser les bonnes pratiques. Encore une fois, alors que les causes incombent aux décisions directionnelles et/ou politiques, les agents en subissent les conséquences sur leurs règles de gestion ou leurs conditions de travail. Le Directeur régional s'est toutefois engagé à réévaluer la situation en faisant le bilan de cette expérimentation à la fin de l'été, et à en tirer les conclusions éventuelles.

La mise en place des Services Départementaux de l'Enregistrement (S.D.E.) est aussi symptomatique d'une carence manifeste dans la communication de ses desseins. Rappelant l'impréparation et la précipitation de la création du Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine (P.C.R.P.), les interrogations demeurent nombreuses à moins de cinq mois de la date officielle de mise en place, aussi bien sur le plan de l'organisation des différentes tâches de la mission que sur les problématiques mobilières et bâtimementaires. Quelle écoute, quelle réactivité de la Direction face à nos revendications et questionnements ? Où est le « *dialogue* » tant chéri dans le discours de la Direction ? Aux arguments techniques des collègues et de leurs représentants, celle-ci oppose sempiternellement sa *doxa* comptable et son optimisme de façade.

Le nouveau Directeur régional reconnaît le caractère « *essentiel* » de nos missions. Pourtant, si la forme paraît moins méprisante et plus ouverte que précédemment, le fond persiste. Aucun changement de cap sur les problématiques de l'accueil des usagers (la panacée que représente l'adhésion à un Centre de Contact résoudra tout) ou du contrôle fiscal par exemple (l'application Rialto Memo n'entraîne qu'une « *légère surcharge* », ni standardisation, ni surveillance accrue du travail des vérificateurs).

Nous sommes aussi particulièrement inquiets face aux menaces qui pèsent sur les missions du secteur public local ou plus globalement de la gestion publique. Isolés et surchargés, ces agents se demandent si la nouvelle Direction régionale va poursuivre le démantèlement du réseau comptable. Nous avons par ailleurs rappelé à la Direction régionale notre vigilance quant aux problématiques immobilières ou sur le respect des engagements pris au sujet du site de Sainte-Anne suite aux accords de Bercy.

Par la même posture qu'au sujet de l'emploi, le nouveau Directeur régional déplore les conséquences pour notre département de la mise en place du projet « SIRHius » et cantonne son rôle à « *mettre en œuvre les décisions du Gouvernement et de la Direction générale* ». La délégation Solidaires Finances Publiques a fait reconnaître au Directeur régional la grande technicité des agents des services R.H., il a par ailleurs ajouté que les effectifs de cette division étaient nombreux. Pourquoi ne pas alors installer à Marseille l'un des dix futurs C.S.R.H. ? Si elle déplore le constat, la Direction régionale invoque un arbitrage politique, une décision qui la dépasse... Dans ce dossier comme sur les autres, il apparaît clair que cette Direction, comme la précédente, n'entendra les revendications des personnels que via un rapport de force déterminé, argumenté et massif.

Enfin, afin de mettre en cohérence les paroles et les actes, nous avons interpellé le nouveau Directeur régional sur les projets de nouveaux règlements intérieurs des C.T.L. et des C.A.P.. Réductions des temps de préparation accordés et des remboursements de frais pour les représentants des personnels ; sont ce là les marques tangibles d'une volonté d' « *échange* » et de « *dialogue* » entre « *partenaires* » ? Ces entraves à l'exercice de nos mandats au service des agents traduisent un mépris profond pour nos valeurs, notre action syndicale au service de tous les personnels.

En conclusion, même si le discours est sans doute en la forme plus consensuel, plus respectueux que par le passé, la Direction régionale n'entend pas changer de politique sur le fond des problématiques. Il nous appartient désormais, dans l'unité la plus large possible, de faire valoir nos revendications. Pour Solidaires Finances Publiques, il est grand temps, quelle que soit sa nouvelle incarnation, de faire changer de cap la Direction régionale afin de préserver nos missions et améliorer nos conditions de travail.